



**Convention internationale
sur la protection des droits
de tous les travailleurs
migrants et des membres
de leur famille**

Distr.
GÉNÉRALE

CMW/C/SR.18
4 mai 2005

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMITÉ POUR LA PROTECTION DES DROITS DE TOUS LES TRAVAILLEURS
MIGRANTS ET DES MEMBRES DE LEUR FAMILLE

Deuxième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 18^e SÉANCE

tenue au Palais Wilson, à Genève,
le vendredi 29 avril 2005, à 10 h 30

Président: M. KARIYAWASAM

SOMMAIRE

QUESTIONS SE RAPPORTANT AUX MÉTHODES DE TRAVAIL DU COMITÉ POUR CE
QUI EST DE L'EXAMEN DES RAPPORTS DEVANT ÊTRE SOUMIS PAR LES ÉTATS
PARTIES EN APPLICATION DE L'ARTICLE 73 DE LA CONVENTION (*suite*)

ADOPTION DU RAPPORT ANNUEL DU COMITÉ À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

CLÔTURE DE LA SESSION

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition des documents officiels, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

La séance est ouverte à 10 h 35.

QUESTIONS SE RAPPORTANT AUX MÉTHODES DE TRAVAIL DU COMITÉ POUR CE QUI EST DE L'EXAMEN DES RAPPORTS DEVANT ÊTRE SOUMIS PAR LES ÉTATS PARTIES EN APPLICATION DE L'ARTICLE 73 DE LA CONVENTION (point 6 de l'ordre du jour) (*suite*)

1. Le PRÉSIDENT donne lecture de la déclaration ci-après concernant la demande du Comité de tenir deux sessions en 2006:

«1. La présente déclaration est faite conformément à l'article 19 du Règlement intérieur du Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille.

2. Le Comité déciderait de demander au Secrétaire général de faire en sorte qu'il puisse tenir deux sessions en 2006, l'une d'une durée de deux semaines et l'autre d'une durée d'une semaine. Cet arrangement remplacerait la session de trois semaines inscrite au budget-programme prévisionnel établi pour l'exercice biennal 2006-2007.

3. L'organisation de deux sessions en 2006 contraindrait les membres du Comité à faire des voyages supplémentaires, pour lesquels il n'est pas prévu de ressources dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2006-2007. On estime que les frais de voyage supplémentaires s'élèveraient à 36 800 dollars des États-Unis au titre de la section 23, «Droits de l'homme».

2. M^{me} EDELENBOS (Secrétaire du Comité) explique que cette déclaration n'est pas présentée pour adoption mais seulement pour informer le Comité des incidences financières de sa demande.

3. Le PRÉSIDENT dit que la décision du Comité de demander deux sessions figurera dans le projet de rapport annuel.

4. M. GAKWANDI suggère que le Comité explique brièvement dans ce rapport la raison pour laquelle il demande deux sessions.

5. *Il en est ainsi décidé.*

ADOPTION DU RAPPORT ANNUEL DU COMITÉ À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE (point 11 de l'ordre du jour) (A/60/48 (Future))

6. Le PRÉSIDENT attire l'attention du Comité sur son projet de rapport annuel à l'Assemblée générale, figurant dans le document A/60/48 (Future).

Paragraphe 1 à 5

7. *Les paragraphes 1 à 5 sont adoptés.*

Paragraphe 6

8. Le PRÉSIDENT, se référant à la décision qui vient d'être prise au titre du point 6 de l'ordre du jour, propose d'insérer les mots «afin de faciliter l'examen des rapports par le Comité» à la fin de la deuxième phrase. Il propose en outre de remplacer «octobre» par «décembre» car une session en octobre tomberait en même temps que l'Assemblée générale, notamment.

9. *Il en est ainsi décidé.*

10. M. EL JAMRI propose que la session de deux semaines se tienne en décembre 2006, car il y aura peut-être davantage de rapports d'États parties à examiner d'ici là.

11. M^{me} EDELENBOS (Secrétaire du Comité) dit que le paragraphe a été rédigé de manière à permettre une certaine souplesse. Le Comité peut décider ultérieurement, en fonction des faits nouveaux, à quel mois il est préférable d'organiser la session de deux semaines. Elle relève toutefois qu'il serait peut-être judicieux de tenir cette dernière en avril-mai, lorsque le Comité aura non seulement à adopter son rapport annuel mais aussi à préparer des observations finales sur les rapports qu'il aura examinés et des listes de points à traiter en vue de la session de décembre.

12. M. ALBA propose de maintenir la souplesse autorisée par le texte.

13. *Il en est ainsi décidé.*

14. *Le paragraphe 6, ainsi modifié, est adopté.*

Paragraphes 7 à 12

15. *Les paragraphes 7 à 12 sont adoptés.*

Paragraphe 13

16. Le PRÉSIDENT propose d'ajouter l'expression «dans le même temps» au début de la troisième phrase.

17. *Le paragraphe 13, ainsi modifié, est adopté.*

Paragraphe 14

18. M. GAKWANDI propose que la dernière phrase soit remaniée de manière à se lire comme suit: «Le Comité demanderait aux États parties de veiller à ce qu'un éventail suffisamment large de compétences soit représenté dans leur délégation pour que des échanges constructifs puissent avoir lieu avec le Comité.».

19. M. DIEGUEZ fait observer que les États parties n'auront peut-être pas les ressources financières nécessaires pour dépêcher une délégation importante à Genève.

20. Le PRÉSIDENT met le Comité en garde contre une attitude indûment normative. Il pourra peut-être être plus exigeant vis-à-vis des États parties une fois qu'il sera davantage reconnu.

21. *Le paragraphe 14 est adopté.*

Paragraphe 15 à 18

22. *Les paragraphes 15 à 18 sont adoptés.*

Paragraphe 19

23. M. GAKWANDI propose de remplacer, au milieu du paragraphe, «mentionné» par «souligné».

24. *Le paragraphe 19, ainsi modifié, est adopté.*

Paragraphe 20

25. M. GAKWANDI est conscient du statut spécial que la Convention confère au Bureau international du Travail mais se demande si la réunion avec ses représentants doit vraiment faire l'objet d'un paragraphe distinct de celui rendant compte de la réunion avec des représentants d'autres organisations intergouvernementales.

26. Le PRÉSIDENT dit qu'en application du paragraphe 5 de l'article 74 de la Convention, le Comité est tenu d'inviter des représentants du Bureau international du Travail, tandis que les autres organisations sont invitées à la discrétion du Comité. Selon l'article 74, le BIT doit être représenté à toutes les réunions du Comité. Un paragraphe distinct semble donc se justifier.

27. M. GAKWANDI dit que le BIT étudie apparemment la question de savoir s'il doit désigner une personne pour participer à titre consultatif à toutes les séances.

28. Le PRÉSIDENT, relevant que l'un des représentants du BIT est resté pour poursuivre les débats après le départ des représentants d'autres organisations, propose de supprimer la référence à la 14^e séance.

29. *Le paragraphe 20, ainsi modifié, est adopté.*

Paragraphe 21 à 24

30. *Les paragraphes 21 à 24 sont adoptés.*

31. *L'ensemble du projet de rapport annuel, tel qu'il a été modifié, est adopté.*

CLÔTURE DE LA SESSION

32. Le PRÉSIDENT dit que, durant la session qui s'achève, le Comité a précisé la structure de ses travaux futurs à la faveur des débats et des décisions qu'il a prises. La journée de débat général qui aura lieu à la session suivante devra contribuer dans une très large mesure à mieux faire connaître le Comité et la Convention et à dissiper d'éventuelles idées fausses. Le Comité devra réfléchir aux moyens de prendre en considération les conclusions auxquelles aboutiront ces débats et de tirer parti de l'assistance proposée par la Plate-forme internationale des ONG sur la Convention.

La séance est levée à 11 h 15.
